



## **Colloque FERDI 4 février 2010**

### **Nouvelle Europe Nouvelle aide ?**

#### **Communication de Patrick LEPERCQ (Michelin)**

##### **1 - Sur le contenu de l'aide européenne :**

Une meilleure coordination entre les différents DGs doit être assurée. Les objectifs de l'aide au développement doivent rester stratégiques, les programmes d'aides doivent veiller à rester des instruments pour réaliser et pour atteindre ces objectifs. Ces objectifs stratégiques doivent être élaborés par le Conseil et le Parlement ensemble. La mise en oeuvre de ces aides doit être assurée de telle sorte que les pays bénéficiaires aient des pratiques en cohérence avec les réglementations européennes dans le cas où ils agissent en Europe.

Un équilibre doit être trouvé entre les spécificités locales et les orientations des institutions apporteurs d'aides, comme c'est le cas (ou devrait l'être) pour la Banque Mondiale ou le FMI. Ainsi des aides peuvent être accompagnées par des mesures telles que concernant l'ouverture et l'équilibre des échanges commerciaux, le respect de droit de l'homme, la promotion de la sécurité routière etc...

##### **2 - Sur la prise en charge des aides européennes:**

Un certain pourcentage de l'aide doit « by-passer » les intermédiaires d'un gouvernement de sorte que des programmes soient mis en oeuvre par la société civile et les entreprises locales.

Sur les priorités géographiques: en dehors de l'aide humanitaire en situation de crise dans un pays, il est important par souci politique européen (migration; sécurité des frontières) que les aides se centrent sur les pays voisins de l'UE.

Au niveau du processus institutionnel, des réunions régulières avec les agences de l'aide au développement nationales doivent être organisées.

##### **3 - En ce qui concerne le changement climatique:**

Il semble évident que les programmes européens doivent s'orienter vers l'aide à l'adaptation au changement climatique. La Commission (DG DEV) estime que 50 milliards seront

nécessaire jusqu'en 2020, alors que Oxfam parlent de 200 milliards....Il faudra bien évaluer les montants réellement nécessaires sur la base d'études factuelles et non dogmatiques. On pourrait envisager un fonds "climate change" à la DG Dev.

Selon M. Calderisi (ancien directeur pour l'Afrique à la Banque Mondiale), seulement 40% de 100 milliards en aide est réservé à des projets Long Terme et seulement 20% arrivent chez ceux qui en ont besoin; l'efficacité de la mise en oeuvre de l'aide est donc bien une des clés de succès.

Enfin, la situation terrible et les besoins critiques d'Haïti en ce moment montrent encore que l'Europe doit se doter de moyens politiques de décision rapide à la hauteur des enjeux.

Patrick LEPERCQ